

[Voir un extrait >>](#)

Articles de presse



Le Monde

Article du 2 juin 2020,
signé Jean-Michel Bezat
[Lire l'article en entier](#)

Vers la renaissance industrielle

16,00 € / 64 pages

Anaïs Voy-Gillis / Olivier Lluansi

La crise économique et financière de 2008 puis les "gilets jaunes" nous ont montré les dégâts causés par la désindustrialisation : fracture sociale et territoriale, sentiment de relégation voire d'abandon d'une partie de la population, etc. La désindustrialisation s'est aussi traduite sur le plan électoral par un vote de plus en plus favorable aux partis et leaders nationalistes-identitaires, Trump, Wallonie/Flandre, Catalogne...

Depuis quelque temps, l'industrie est de nouveau « tendance ». Hier méprisée, l'activité industrielle est désormais au cœur des priorités – ou au moins des discours des politiques, qui y voient l'avenir de nos emplois et de nos économies développées. Or l'industrie d'aujourd'hui n'a que peu à voir avec celle d'hier, et celle de demain reste largement à inventer. Ce secteur connaît de nombreux bouleversements qui questionnent son modèle et appellent à faire émerger une nouvelle approche et une nouvelle définition.

« Digitalisation », « industrie du futur » ou « numérisation ». A n'en pas douter, ces concepts annoncent de vastes mutations – sachons nous y préparer.

Nouvelles technologies, nouvelles compétences, nouveaux business model, nouvelles organisations, quelles sont les conséquences concrètes de la révolution en cours sur l'outil productif ? Quels seront ses impacts sur la manière de produire, (de la production de masse au savoir-faire sur mesure) ? Quelle sera la place de l'homme dans l'usine de demain ? Grâce une présentation moderne, cartographie couleur, iconographie, encadrés... le livre, percutant et accessible, ambitionne de susciter le débat.

Anaïs Voy-Gillis est docteure en géographie. Ses travaux portent sur les enjeux et les déterminants de la réindustrialisation de la France. Simultanément à ses recherches, elle travaille au sein du cabinet June Partners et conduit des missions de conseil opérationnel auprès de clients industriels.

Olivier Lluansi consultant expert en matière industrielle auprès de différentes institutions publiques (Commission européenne, présidence de la République) ou entreprises (Saint Gobain, Ernst and Young) a été délégué aux Territoires d'industrie auprès du ministre de l'Economie et des finances et de la ministre en charge de la Cohésion des territoires.

**ématives
nomiques**

[TOS PUBLICATIONS](#)
[RÉCÉVIR NOTRE NEWSLETTER](#)
[BOUTIQUE](#)
[S'ABONNER](#)
[S'IDENTIFIER](#)

[ÉCONOMIE](#)
[SOCIAL](#)
[SOCIÉTÉ](#)
[INTERNATIONAL](#)
[ENTREPRISE](#)
[ENVIRONNEMENT](#)
[DATA](#)
[BLOGS](#)

Hémisphère Gauche

HÉMISPHERE GAUCHE

LE BLOG DE HÉMISPHERE GAUCHE

Faites entendre votre voix

Entretien avec Anaïs Voy-Gillis, co-auteure de l'ouvrage "Vers la renaissance industrielle" (2020)

HÉMISPHERE GAUCHE 05/04/2021 f t w c

Collection Lignes de Repères

Anaïs Voy-Gillis, docteure en géographie et chercheuse associée au CERSAT (Université de Haute-Alsace), a co-écrit aux côtés d'Olivier Lluens/Vers la renaissance industrielle, ouvrage publié aux éditions Marie B en pleine crise économique liée à la pandémie de Covid-19. Ce livre dresse un historique des évolutions de l'industrie française et décrit précédemment les forces expliquant son déclin. Forts de ce constat, les auteurs traquent de manière lucide plusieurs perspectives pour engager le renouveau de l'industrie française.

Hémisphère Gauche contribue au débat en matière de politique économique française et européenne, notamment via la publication de propositions concrètes et innovantes, ou encore via de l'analyse de politiques économiques comparées. Retrouvez nous sur Twitter et sur notre site internet: <https://hemispheregauche.fr/> ... [Voir plus](#)

- Contactez l'auteur du blog
- Accueil du blog

Flux RSS

Rechercher sur le blog

EN KIOSQUE

MONDE 2021?

MUSÉE SÈNE N°122 - 2020
Quel monde en 2021?

LA
TRIBUNE
POLITIQUE, BUSINESS, FINANCES

Pays : FR
Périodicité : Bimestriel

Date : Décembre 2020
Page de l'article : p.75,76,77.....80
Journaliste : Lysiane J. Baudu.

Page 3/5

« Il ne faut pas raisonner seulement en termes de filières, mais descendre au niveau des produits, déclare Olivier Lluansi, associé chez PwC Strategy&, et coauteur avec Anaïs Voy-Gillis de l'essai Vers la renaissance industrielle (Éd. Marie B, 2020). Ainsi, la France aura du mal dans le composant électronique, où elle n'est pas compétitive, mais elle peut l'être, grâce à la digitalisation de la production, dans la carte électronique. »

Cette situation sera d'autant plus probable que les produits sont à forte valeur ajoutée, ainsi que l'illustrent les 58 catégories de produits identifiées en juillet par PwC comme propices et prioritaires pour une relocalisation. Pour Bruno Léger, directeur adjoint de Henri-Fayol, à l'École des mines de Saint-Étienne,

« les relocalisations iront de pair avec la numérisation des entreprises ». Ainsi, poursuit-il, « grâce à la numérisation, le taux de rendement synthétique, autrement dit l'indicateur qui donne la production réelle par rapport à la production maximum théorique, permet de gagner en capacité de production ». De même, les outils numériques, en transmettant nombre d'informations - sur la production, mais aussi la gestion des stocks ou les flux d'approvisionnement, offrent une meilleure compétitivité aux entreprises. « Si demain, les démarches pilotes initiées avant par des PMI, par exemple dans le Grand Est,

locale », souligne-t-il. Le mouvement de retour va-t-il s'accélérer ? Peut-être. Mais cela dépend de plusieurs éléments.

COÛTS CACHÉS

D'abord, il faut que la délocalisation n'ait pas entraîné des promesses ou, en tout cas, que les conditions qui avaient présidé à la décision de s'implanter ailleurs ne soient plus actualité. Or c'est parfois le cas. En ce qui concerne les coûts, notamment. « Ils ont souvent été sous-estimés », souligne Catherine Mercier-Suissa. C'est vrai pour la main-d'œuvre, mais aussi pour des coûts plus cachés. « En dix ans, les salaires ont augmenté de 30 % en Chine et le turnover

9,50 € /116 pages

« Les entreprises qui relocalisent le font pour être plus réactives et répondent à la demande des consommateurs. »

est élevé », poursuit-elle. Certaines sociétés ont donc fermé des salarités pour les voir partir à la concurrence et doivent payer plus cher pour en attirer d'autres. À cela s'ajoutent d'autres déterminants. Comme la présence des salariés chinois, plus faible que dans les pays industrialisés. Selon une étude du Fonds monétaire international de

Voir l'interview



L'EXPRESS

Pays : FR
Périodicité : Hebdomadaire
OJD : 292548Date : Du 03 au 09
septembre 2020
Page de l'article : p.40
Journaliste : EMMANUEL
LECHYPREEntreprises LIBRAIRIE DE L'ÉCONOMIE
Les pièges de la
réindustrialisationREINDUSTRIALISER, C'EST POSSIBLE !
PAR MATHIEU COURTECUSSE,
ÉDITIONS DE L'OBSERVATOIRE,
111 P., 1,99 €
★★★★

CE N'EST PAS LE NOMBRE DE PAGES qui fait la qualité d'un livre. Dans la collection « Et après ? » des éditions de l'Observatoire, qui compile des contributions d'intellectuels pour penser le monde de l'après Covid-19, Mathieu Courtecusse bat tous les records : 14 pages ! Sans quoi ces 14 pages, inestimables, montrent comment éviter les pièges dans lesquels notre ambition de réindustrialiser ne doit pas tomber.

Celui de la confusion entre souveraineté et souverainisme, d'abord. La première consiste à retrouver la maîtrise de son destin par l'échange, l'autonomie stratégique, l'esprit de conquête et les alliances. Le second, apologie du repli sur soi, cherche de façon aveugle des solutions sur son territoire, quoi qu'il en coûte : normes inutiles, préférence nationale... La tentation d'ignorer que la mondialisation a changé depuis vingt ans : moins de flux de marchandises, plus de flux financiers – énormes – au sein des grandes entreprises. Les balances commerciales ne les mesurent pas.

Le risque de la concurrence, aussi, l'un des plus nocifs : nous vivons une cartellisation de grands groupes captant les financements et l'innovation. Le piège de la confrontation avec la Chine : relocaliser ne pourra se faire qu'avec la Chine, et non contre elle. Sur la plupart des filières stratégiques, tout plan de relocalisation significatif nécessitera un accord à trois,

entre Washington, Bruxelles et Pékin. L'accueil de la diversification excessive de la France doit moins privilégier le renforcement des secteurs dans lesquelles elle n'est pas performante que soutenir ceux qui constituent déjà ses points forts. Le piège de l'emploi industriel, enfin : ce sont moins dans les usines qu'autour d'elles (R & D, construction, informatique et autres services associés) que seront créés les emplois de demain.

Deux recommandations pour compléter avantageusement les travaux de Mathieu Courtecusse, Olivier Lhuani et Anaïs Voy-Gillis, aux éditions Marie B, *Vers la renaissance industrielle*, opus pertinent pour comprendre à quel point la combinaison de la révolution numérique, de la contrainte environnementale, de l'économie de la solution et de la personnalisation est une occasion historique pour réindustrialiser la France. Le consultant Michaël Valentin, lui, nous fait pénétrer au cœur de cette nouvelle usine du XXI^e siècle. Dans *Hyper-manufacturing : l'après lean*, publié chez Dunod, on découvre ce que cette usine moderne doit à ses ancêtres (toyotisme, toyotisme...), mais aussi ce qu'elle a de profondément nouveau et comment elle doit fonctionner.

Vous sortirez confiant de la lecture de ces trois livres : la réindustrialisation, si on veut, on peut !

EMMANUEL LECHYPRE

LE COURRIER DES MAIRES ET
DES ÉLUS LOCAUX NEWSLETTER

Pays : FR

Périodicité : Hebdomadaire

Date : 16 mars 2020
Page de l'article : p.7-11

Page 1/5

« Il faut faire de l'industrie un outil de cohésion sociale et territoriale »



Ancienne collaboratrice d'élu devenue consultante en finances au sein du cabinet « June Partners », Anaïs Voy-Gillis a soutenu voilà quelques semaines une thèse sur la ré-industrialisation de la France. Elle a pu mieux cerner les enjeux économiques, sociaux mais aussi environnementaux et territoriaux du sujet, grâce à de multiples visites d'entreprises et rencontres avec des patrons, ouvriers, ministres, hauts-fonctionnaires, et élus locaux. À l'issue de ce travail de terrain, cette consultante-chercheuse en géopolitique est arrivée à la conclusion que le défi de la ré-industrialisation ne pourra être relevé qu'à condition d'être capable d'inscrire un « récit industriel commun » et de le mettre « au service d'un projet de société. »

À 29 ans seulement, cette géographe bardée de diplômes vient de publier « Vers la renaissance industrielle française », alors qu'elle s'approprie à sortir « L'Union européenne à l'épreuve des nationalismes » d'ici la fin du mois de mars. L'occasion, pour Anaïs Voy-Gillis, de lier deux sujets lui tenant particulièrement à cœur. Cette spécialiste de la désindustrialisation et de la montée de l'extrême-droite, qui continue la recherche académique en parallèle de son activité professionnelle chez « June Partners », ne doute pas de la plus-value des politiques de développement économique local. Mais les élus, et les politiques en général, doivent donner du sens à cette mutation économique mais aussi sociale et territoriale, prévient cette spécialiste de géopolitique.

Courrier des Maires : Comment analysez-vous ce soudain regain d'intérêt des pouvoirs publics pour l'industrie ?

Anaïs Voy-Gillis : La crise économique de 2008 a eu un rôle de catalyseur. Alors que le recul de l'industrie nationale se poursuivait de façon quasi-indistincte, elle a montré les fragilités d'une économie centrée sur les services. Par la suite, la crise des finances publiques de 2012 a révélé à son tour la fragilité de nos amortisseurs sociaux.

l'Opinion

25 août 2020

Relocalisation : une nouvelle alliance territoriale pour l'industrie

Analyse

LA DÉSINDUSTRIALISATION n'est pas récente, elle a été continue de 1975 à 2010. Le rétrécissement de l'industrie française s'est fait de manière lente. Au-delà des formes symboliques d'usines, c'est en réalité une désindustrialisation « à bas bruit » qui s'est produite, érodant jour après jour le tissu productif du pays. Cette entreprise ferme faute de repreneur, telle filiale de grand groupe transfère ses activités vers des régions plus compétitives, tel autre secteur d'activité disparaît, faute de compétences nécessaires à sa survie.

Outre la perte de souveraineté économique et technologique, la cohésion territoriale du pays a pâti de la vision postindustrielle de notre économie. Outre-Rhin, la présence d'usines à proximité des villes, petites et moyennes, a permis une répartition de la richesse. Ici, en France et en Angleterre, sa création se concentrait dans les métropoles, via les services à valeur ajoutée. Le sentiment de déclassement de nos villes intermédiaires fut l'une des principales causes du mouvement des Gilets jaunes.

Les gouvernements récents ont pris le sujet à bras-le-corps et décidé de mettre en place des politiques de l'offre. Des paramètres de compétitivité fiscale ont été ajoutés, des schémas de subventionnement massifs sont envisagés... Mais cela ne suffira pas ! Et seule

une action minutieuse et locale pourra reconstruire ce que quatre décennies ont détruit.

Les projets de développement industriel et leurs écosystèmes s'ancrent dans les territoires. Pour longtemps encore, c'est là que se croisent l'envie d'entreprendre, l'envie d'industrie, et ses premiers leviers de succès :

950 le/mo page
un travail minutieux, un bon maître du foncier, moindres contraintes logistiques, etc. Or, l'ingénierie de projet et certaines compétences qui sont nécessaires pour un indispensable soutien se sont concentrées dans les métropoles. C'est là un nœud de notre reconquête industrielle : savoir reconnecter des moyens centralisés avec les acteurs de terrain.

Long processus. Il n'y aura pas de grand soir de la réindustrialisation mais un long processus, une somme de milliers d'initiatives locales. Cela suppose d'accepter le temps long et la continuité de l'action, d'éviter les effets de manches du jeu politique trop court-termiste, et surtout de faire confiance aux acteurs locaux, d'être au plus près du « terrain » : élus des communautés de communes, dirigeants de PMI et d'ETI, directeurs de site de grands groupes, animateurs de clubs locaux de chefs d'entreprise...

Cette confiance se construira par un dialogue simple : à l'Etat et aux Régions de mettre à la disposition des porteurs de projets des outils

simples, accessibles, opérationnels, d'éviter les rituels de critères contreproductifs et les procédures interminables qui, en fait, masquent un manque de confiance. Aux territoires et à leurs entreprises de se doter des compétences pour porter leurs ambitions, sans attendre des projets tout ficelés tombés de Paris, de la capitale régionale ou du siège du groupe.

Tout projet exige de l'appropriation locale, de la force de conviction, cela se prépare, se monte, se construit sur place... Il convient donc de clarifier les rôles respectifs des acteurs locaux

Aux territoires et à leurs entreprises de se doter des compétences pour porter leurs ambitions

et centraux et surtout sortir de cette culture d'infantilisation et de déresponsabilisation qui prévaut parfois entre nos échelons administratifs et politiques. C'est un pacte de confiance qui l'il faut nouer, un pacte qui doit accepter les échecs et les succès, qui doit transcender les divergences politiques et privilégier les réalisations concrètes aux effets d'annonces.

Bertrand Mahille et Olivier Lhuani
Bertrand Mahille, associé EPSA, et Olivier Lhuani, auteur de *Vers la renaissance industrielle* (Éditions Marie B., 2020), associé PwC Stratégie.

SCIENCES, TECHNIQUES

Vers la renaissance industrielle

PAR BLANC GÉRARD

20 JUIL. 2020



Les auteurs, Anaïs Voy-Gillis, docteur en géographie de l'Institut français de géopolitique, et Olivier Lluansi, ingénieur X-Mines, associé de Cap Gemini, étudient les enjeux et les déterminants de la réindustrialisation de la France dans cet opuscule de 91 pages, très dense en informations. Celui-ci puise dans les travaux de la Fabrique de l'industrie, laboratoire d'idées

troisième révolution industrielle, le pari de l'innovation (17/06/2014)

• Disruptive Technologies: Advances that will Transform Life, Business and the Global Economy (10/09/2013)

• La Société hyper-industrielle. Le nouveau capitalisme productif (27/03/2017)

RECHERCHE

Faire une recherche thématique dans la base bibliographique

The Conversation – décembre 2020

[Lire l'article en entier](#)

Conversation avec Anaïs Voy-Gillis : « Attention aux mythes qui entourent la relocalisation »

1 décembre 2020, 21:07 CET



Le gouvernement a dédié un milliard d'euros de son plan de relance à la relocalisation des activités économiques sur le territoire. *suivre l'actu* | PLOL / AFP

Adresse électronique
Twitter
Facebook
LinkedIn
Imprimer

Pour Anaïs Voy-Gillis, docteur en géographie à l'Institut français de géopolitique et co-auteur de « *Vers la renaissance industrielle* » (éditions Marie B), présente aux *Tribune de la presse 2020* qui se sont déroulées du 26 au 28 novembre à Bordeaux, la crise sanitaire liée à la Covid-19 a révélé les failles de la dépendance française en matière industrielle. Aujourd'hui, l'émergence d'un « monde d'après », plus durable, questionne nos rapports commerciaux et la nécessité d'une relocalisation de nos productions.



Famille du média : Médias spécialisés grand public

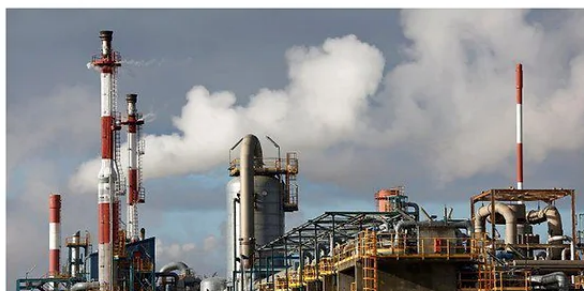
20 Janvier 2022
Journalistes : Grégoire
Normand

www.latribune.fr

p. 1/2

Présidentielle 2022 : salaire, numérique, compétitivité... l'institut Montaigne et le METI délivrent leurs conseils

Compétitivité, foncier, territoires, transitions écologique et numérique... l'institut Montaigne et le Meti (mouvement des entreprises de taille intermédiaire) veulent mettre l'accent sur les ETI pour favoriser la réindustrialisation de l'économie française. A quelques mois de l'élection présidentielle, les deux organisations veulent soumettre dans une note aux candidats 13 thèmes structurants sur ces entreprises longtemps ignorées des débats.



(Crédits : Reuters)

A moins de trois mois du scrutin présidentiel, la réindustrialisation est sur les lèvres de la plupart des candidats. De Jean-Luc Mélenchon à Yannick Jadot en passant par Valérie Pécresse ou Marine Le Pen, les prétendants à l'Elysée multiplient les propositions à tout va sur le "produire en France". De son côté, Emmanuel Macron a récemment annoncé une salve d'investissements dans l'industrie d'environ 4 milliards d'euros lors d'un déplacement dans le Grand Est. Contrairement aux premières années du quinquennat, le chef de l'Etat n'a pas pu dérouler le tapis rouge aux grands patrons du monde entier dans la prestigieuse galerie des glaces du château de Versailles, Covid oblige. Le thème de la réindustrialisation est revenue à la

La Tribune – 20 janvier 2022

[« Lire l'article en entier »](#)

9,50 € / 116 pages



[Accueil](#) | [À Propos](#) | [Catalogue](#) | [Co-édition](#) | [Manuscrits](#) | [Contact](#)



© 2014 by Leslie Brebion
Les Editions Marie B appartiennent au Groupe MTB111

